

LES REDRESSEURS AURONT LEURS PROGRAMMES ET LEURS CANDIDATS AUX ÉLECTIONS

FLN : la cassure

Les semaines, voire les jours à venir s'annoncent durs et pleins de tourmente pour la direction actuelle du Front de libération nationale (FLN), à sa tête le secrétaire général Abdelaziz Belkhadem. Le Mouvement de redressement et de l'authenticité coordonné présentement par Salah Goudjil a décidé d'accentuer la dissidence interne en installant des structures parallèles aux structures actuelles du parti, en somme les kasmate et les mouhafadhate. Mieux encore, il présentera ses propres listes aux prochaines échéances électorales.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Que la crise qui secoue le FLN s'aggrave de la sorte ne constitue nullement une surprise, tant est que Belkhadem est non seulement demeuré insensible aux doléances des «redresseurs» mais a surtout, accuse Salah Goudjil, clos toutes les portes du dialogue. Forts, disent-ils, d'une large adhésion de la base militante à leur mouvement, les redresseurs retiennent donc de prolonger les actions de protestation spectaculaires, comme celle du 21 mai dernier devant le siège national du parti dans le quartier huppé de Hydra, par un travail organique tendant à la récupération du parti, sigle et structure.

Ce travail, au demeurant déjà entamé, consiste, a expliqué Salah Goudjil lors d'une conférence de presse animée hier à Draria, en l'installation des Kasmate et Mouhafadhate parallèles «aux structures mises en place dans l'anarchie et la clandestinité par la direction du parti». Les structures

du parti dans deux wilayas, en l'occurrence Tébessa et Annaba, sont entièrement passées aux mains des redresseurs, devait préciser Mohamed Seghir Kara, avant d'indiquer que dans d'autres wilayas, près d'une dizaine, la structuration est sur le point d'être achevée. Une fois les structures parallèles aux structures installées par la direction actuelle du parti finalisées, les redresseurs projettent d'organiser une conférence nationale des cadres du parti, laquelle élaborera et adoptera une plate-forme politique. Autrement dit, cette conférence adoptera le programme politique du FLN version redresseurs. La date de cette conférence n'a toujours pas été arrêtée. Elle est tributaire du travail de structuration à accomplir préalablement, puisque ce sont les structures nouvellement élues qui pourvoiront la conférence en participant.

L'objectif étant de récupérer le parti, les redresseurs, cette conférence nationale tenue, enchaîneront par le lancement de la procé-



Photo : Samir Sid

dure d'invalidation du 9^e congrès. Salah Goudjil, le coordinateur général du mouvement, évoque le recours à la justice. «On prépare déjà le dossier. Nous sommes confiants, puisqu'il y a eu déjà l'antécédent de 2003 lorsque la justice

a eu à statuer sur pareil dossier», confie Goudjil qui, à l'occasion, invite les hésitants d'entre les cadres et dirigeants du FLN à se déterminer. «L'heure n'est plus à l'attentisme», tranche-t-il. Sans être explicite, la recommandation s'adresse aux deux ministres Khaldi et Khoudri qui semblent avoir marqué un pas dans leur engagement à redresser le FLN.

Les redresseurs appellent d'ailleurs les membres du comité central, les députés et sénateurs du parti à rejoindre le mouvement. Ils appellent aussi les membres du comité central qui ne participeront pas à la session des 4 et 5 juin prochain à se réunir en vue d'exprimer une position.

Cela étant, les redresseurs voudraient bien prendre part aux consultations menées par Abdelkader Bensalah. Seulement, ils ne savent toujours pas s'ils seront conviés.

S. A. I.

GOUDJIL À PROPOS DE BENFLIS :

«Les personnes ne nous intéressent pas»

A la question de savoir si le mouvement qu'il coordonne était prêt à se retrouver dans une action commune avec Ali Benflis, Salah Goudjil a répondu que «les personnes ne nous intéressent pas. Il ne faut pas lier le parti aux personnes».

S. A. I.

CONSEIL DE LA NATION

L'adoption du nouveau code communal ne risque pas d'être retardée

Certains membres du Conseil de la nation ont regretté le fait qu'ils ne peuvent amender des lois mais d'approuver ou pas les projets présentés par la Chambre basse. Or, la plénière consacrée hier au projet de code communal, adopté dernièrement par l'APN à l'issue d'une guéguerre suscitée par les députés du MSP, qui ont protesté contre un amendement ajouté en dernière minute, n'était pas d'une critique vraiment acérée.

Lyas Hallas – Alger (Le Soir) – M. Nourredine Belaâradj, sénateur RND, a chargé les partis politiques qui ne présentent pas de candidats à la hauteur des missions du P/APC. «Le problème n'est pas le texte en lui-même, puisque il ne diffère pas beaucoup de la loi de 1990, mais dans les candidats présentés par les partis politiques. Les partis ne présentent pas aux élections des gens qui font le poids devant les représentants de l'administration», a-t-il estimé. Abdallah Bentoumi, également du RND, a, lui, axé son intervention sur la forme et a fait remarquer que

les rédacteurs du texte présenté n'ont pas respecté l'ordre chronologique dans l'énumération des considérants.

Zahia Benarous, du tiers présidentiel celle-là, a discuté des modalités de désignation du P/APC (article 65), «antidémocratiques» à ses yeux, et que «des partis politiques pourraient les exploiter pour nuire à l'exercice démocratique». Elle a également soulevé la question du contrôle des comptes spéciaux. Des comptes qui attisent, selon elle, l'«appétit des uns et des autres et aggrave la mauvaise gestion». Et de conclure que cette nouvelle loi reste «orpheline» de celle

sur la wilaya. Ceci avant d'inviter ses collègues à «ne pas se précipiter» du moment, ajoute-elle, que «de larges consultations ont été lancées justement pour débattre des réformes politiques».

Le reste des sénateurs intervenant pendant la matinée d'hier ont interpellé le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, M. Daho Ould Kablia, quant à la nécessité de doter les P/APC d'indemnités décentes (actuellement 18 000 DA par mois), les communes pauvres de moyens et de limiter l'intervention de l'administration.

En tout cas, le rapport préliminaire de la Commission des affaires juridiques, administratives et des droits de l'homme — lu au début de la séance par le rapporteur de la commission —, fait état d'un nombre de «préoccupations» dont le ministre Ould Kablia en a «éclairci», pour

repandre le vocable utilisé, lors de l'audience qu'il a eue le 5 mai dernier avec les membres de ladite commission. A noter que l'article 65 stipule que le premier de la liste ayant obtenu la majorité des voix soit déclaré P/APC. Les membres de la commission estiment que «cet article est contraire aux usages démocratiques du moment qu'il exclut les élus du choix de leur président et expose les assemblées élues aux blocages». D'autant qu'il ôte aux élus le moyen de «retirer confiance au P/APC», chose qui ne cadre pas avec la «vision du président de la République» prônant plutôt l'élargissement des prérogatives de ces mêmes élus.

M. Ould Kablia, peut-on lire dans le rapport, a souligné que cet article stipulait au départ que le P/APC soit élu par les membres de l'assemblée mais fut amendé par l'APN. Dans ce contexte, il convient de rappeler que la mouture initiale contenait 225 articles (le texte envoyé au Sénat en compte 220, soit 5 de moins) dont 102 ont subi des «amendements profonds». A sa sortie de cette première séance, M. Ould Kablia a jugé que ce nouveau texte «donne de larges prérogatives aux élus sans toucher pour autant à l'autorité de l'Etat». Les plénières le concernant continuent jusqu'à aujourd'hui où le ministre aura à répondre aux remarques des sénateurs. Etant donné que Abdelkader Bensalah préside aux consultations sur les réformes politiques, c'est Kamel Bounah, sénateur RND, qui siège à sa place. Le vote pour l'adoption du texte est prévu demain matin.

L. H.

Le Parlement débattrra de la nouvelle loi électorale dans sa session d'automne

A sa sortie de la plénière consacrée hier au nouveau code communal, le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, M. Daho Ould Kablia, a affirmé qu'aucun nouveau parti ne sera agréé avant la promulgation de la nouvelle loi électorale dont un projet de loi devra probablement être présenté à l'APN lors de sa session d'automne. Et a écarté que la Constitution sera amendée avant la nouvelle législature. «Le président de la République a arrêté

le calendrier des réformes politiques et a bien précisé que ce sera l'affaire du Parlement issu des législatives de 2012», a-t-il souligné. Dans le même contexte, M. Ould Kablia dira que les consultations qu'il a eu à lancer avec les partis politiques sont purement techniques. «Je les ai invités par écrit à me faire des propositions mais je ne reçois personne moi. C'est Bensalah qui le fait. Nous, à notre niveau, nous traduisons le texte politique en termes procédu-

raux. A titre d'exemple, la convocation du corps électoral, la désignation des bureaux de vote...», avance-t-il. Sur un autre plan, il a évoqué les kidnappings dans la wilaya de Tizi-Ouzou qui ont atteint des records dernièrement, en ces termes : «C'est un phénomène aussi vieux que l'homme et nous le combattons par tous les moyens possibles. Je précise par ailleurs que ce sont plutôt des cas isolés.»

L. H.

LOUISA HANOUNE : «Oui pour les réformes, non pour le changement»

«Nous sommes pour les réformes, mais pas pour le changement.» Cette phrase est de Louisa Hanoune, la patronne du Parti des travailleurs, troisième formation politique à être reçue à la présidence de la République par l'instance dirigée par Abdelkader Bensalah, hier lundi.

«Nous sommes ici pour donner notre avis librement», dira Louisa Hanoune à l'issue des entretiens qu'elle venait d'avoir avec les trois représentants du pouvoir. «Pour nous, ces réformes politiques (annoncées par Bouteflika) étaient inévitables. Car après avoir retrouvé la paix, la priorité doit être accordée à la reconstruction du pays.» Notamment à travers «ces réformes, et nous, nous parlons de réformes et non pas de changement».

Ce choix, la porte-parole du PT l'explique par le fait que, d'abord «réforme et pas changement car nous considérons que nous ne partons pas du néant. Il y a des acquis quand même». Et puis, enchaîne-t-elle, «ce mot changement est très ambigu, dans la conjoncture actuelle surtout», en allusion à la tempête qui secoue le monde arabe depuis le début de l'année. Si la politique est l'art du possible par excellence, il est tout de même frappant ce «miracle» que de voir un parti de l'extrême gauche, dont la seule préoccupation et le seul programme consistent en une opposition permanente et à «tout ce qui bouge», épouser, à la virgule près, le discours officiel du pouvoir ! Même Aboudjerra Soltani, pourtant membre de l'Alliance présidentielle, était plus nuancé dans son soutien au pouvoir. Et c'est également assez curieux que les propositions du PT soient quasiment identiques à celles émises par le MSP la veille. Ainsi, comme l'ex-Hamas, le PT plaide «pour un régime parlementaire, seul à même, dira Louisa Hanoune, de garantir la cohésion des institutions». Comme l'ex-Hamas également, le PT veut renverser l'ordre des priorités. «La révision constitutionnelle prime sur toutes les autres lois.» Pour Louisa Hanoune, cela relève du bon sens en effet car «l'on risque d'aboutir à une situation où des lois seraient en contradiction avec la Constitution». La seule différence avec le MSP réside dans le fait que le PT réclame, lui, «des élections législatives anticipées avant la fin de l'année. Car il est anormal de soumettre des lois aussi importante à une Assemblée qui n'a aucune légitimité». Pour la première responsable du PT, «avec une Assemblée légitime, on pourra même ne pas recourir à un référendum, une Assemblée dont l'élection ne souffre aucune contestation représentant le peuple en effet». On aura remarqué, enfin, que le PT ne parle plus d'une «constituante» qui représenterait l'une de ses revendications phares depuis le temps où il était, avec le FFS, le défenseur le plus acharné du FIS dissous.

K. A.